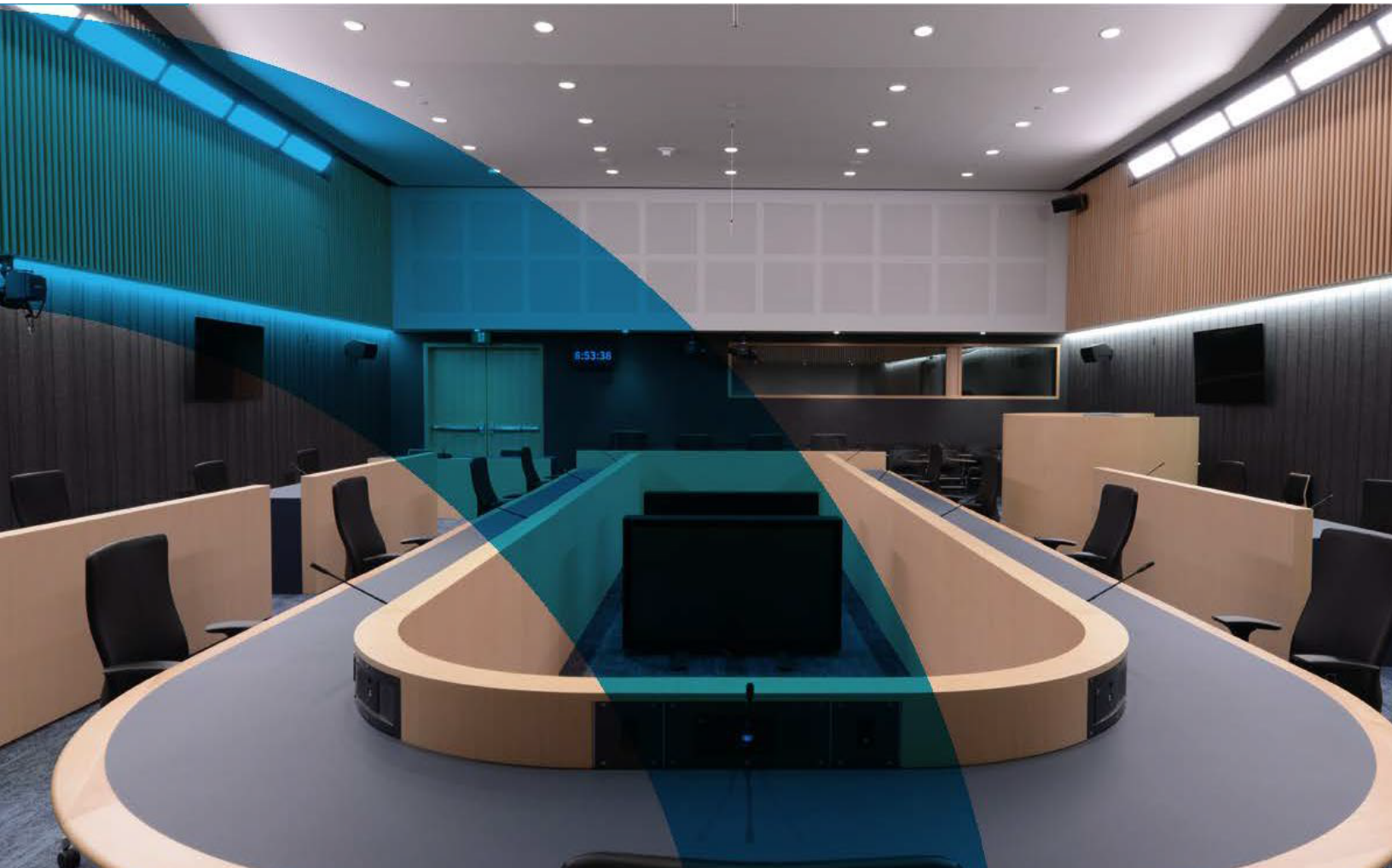
ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

Édition spéciale – Bilan de la 43e législature

29 NOVEMBRE 2022 AU 27 AOÛT 2026



Publié par la Direction des commissions parlementaires

Édifice Pamphile-Le May, 3e étage
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone
Région de Québec : 418 643-2722
Numéro sans frais : 1 866 337-8837 (option 2)

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

Ce document est mis en ligne dans la section « Travaux parlementaires » du site Web de l'Assemblée nationale.

Note aux lectrices et lecteurs : Tous les pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport ont été arrondis à la décimale près. Par conséquent, il est possible que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %. Pour faciliter la présentation des résultats, il a toutefois été décidé de toujours indiquer une somme de 100 %.

ISBN (Imprimé) : 978-2-555-05050-1
ISBN (PDF) : 978-2-555-05051-8
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec – 2026

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

Édition spéciale – Bilan de la 43e législature

29 NOVEMBRE 2022 AU 27 AOÛT 2026



Table des matières

Avant-propos 7

Mise en contexte 9

Faits saillants des travaux des commissions 10

Projets de loi 13

Études détaillées 14

Consultations publiques 15

Participation citoyenne en ligne 17

Reddition de comptes 17

Mandats d'initiative 19

Autres mandats réalisés 19

Commission spéciale sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes 21

Annexes – Fiches détaillées par commission permanente 22

Commission de l'Assemblée nationale (CAN) 23

Commission de l'administration publique (CAP) 24

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) 26

Commission de l'aménagement du territoire (CAT) 29

Commission de la culture et de l'éducation (CCE) 34

Commission de l'économie et du travail (CET) 37

Commission des finances publiques (CFP) 41

Commission des institutions (CI) 46

Commission des relations avec les citoyens (CRC) 51

Commission de la santé et des services sociaux (CSSS) 54

Commission des transports et de l'environnement (CTE) 57

Avant-propos

Depuis 1984, la Direction des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec produit un rapport statistique annuel sur les travaux et activités des commissions parlementaires. Cette publication, disponible en automne, rend compte de façon détaillée des mandats réalisés lors de l'année financière précédente (1er avril au 31 mars).

Le document actuel présente un bilan de l'ensemble des travaux réalisés au cours de la 43e législature par les 11 commissions parlementaires permanentes et la Commission spéciale sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Une commission parlementaire est un groupe de travail composé d'un nombre restreint de députées et députés et chargé d'examiner toute question relevant de sa compétence ainsi que d'exécuter les mandats que l'Assemblée lui confie.



Neuf des commissions permanentes sont qualifiées de « sectorielles » en raison de leur spécialisation dans un domaine de l'activité gouvernementale. Ces commissions sont multifonctionnelles, c'est-à-dire que chacune, à l'intérieur de ses compétences, exerce l'ensemble des mandats parlementaires prévus au *Règlement de l'Assemblée nationale*, tels que l'étude des projets de loi et des crédits budgétaires, ainsi que le contrôle général de l'administration publique.

Compte tenu de leur champ de compétence élargi, les deux autres commissions ont un rôle « horizontal », l'une portant sur le fonctionnement et les procédures de l'Assemblée nationale et l'autre portant sur le contrôle de l'administration gouvernementale.

À ces commissions permanentes s'ajoute, pour la 43e législature, la Commission spéciale créée en 2024 pour étudier les enjeux liés aux impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes. La Commission a déposé son rapport final le 29 mai 2025, date à laquelle elle a été dissoute.

Mise en contexte

La 43e législature s'est déroulée du 29 novembre 2022 au 27 août 2026 et se caractérise par la tenue de 3 sessions parlementaires. Le 10 septembre 2025, à la demande du premier ministre, la lieutenante-gouverneure a prorogé la 1re session de la 43e législature. L'ouverture de la deuxième session a eu lieu le 30 septembre suivant.

Si la prorogation n'entraîne aucun effet sur la composition des commissions parlementaires permanentes, elle met toutefois fin à leurs mandats en cours à moins d'une décision contraire de l'Assemblée visant à en poursuivre l'étude lors de la nouvelle session. Ainsi, l'Assemblée a permis la poursuite de l'étude de 54 projets de loi en cours avant la clôture de la 1re session.

Le 14 janvier 2026, le premier ministre, M. François Legault, député de l'Assomption, a annoncé son départ prochain à titre de chef de la Coalition avenir Québec et de premier ministre. À sa demande, la lieutenante-gouverneure du Québec a prorogé la 2e session de la 43e législature le 8 avril 2026 et convoqué l'Assemblée pour le mardi 5 mai 2026. La dernière législature comptant plus de 2 sessions remonte à la 34e, en 1994.

Le 11 avril 2026, Mme Christine Fréchette, députée de Sanguinet, a succédé à M. François Legault et est devenue première ministre du Québec. Peu après l'ouverture de la troisième session, une motion adoptée par l'Assemblée a autorisé la poursuite de l'étude de la quasi-totalité des projets de loi présentés jusqu'alors, ainsi que la poursuite de l'étude des crédits budgétaires, amorcée le 18 mars 2026.

La dernière séance de la 3e session de la 43e législature a eu lieu le 12 juin 2026. Cette dernière session a été marquée par l'adoption accélérée de plusieurs projets de loi.

La composition des commissions parlementaires a été modifiée à quelques reprises depuis leur formation le 2 décembre 2022. Des modifications de plus grande envergure sont survenues entre les mois de juillet 2025 et d'avril 2026 en raison du changement de fonction de plusieurs députées et députés au sein de leurs groupes parlementaires respectifs, ce qui a notamment mené à la désignation de nouveaux députés et députées à la présidence et à la vice-présidence des commissions parlementaires.

Faits saillants des travaux des commissions

Les commissions sectorielles exécutent trois types de mandats :

- Mandat confié par l'Assemblée : À la demande de l'Assemblée, les commissions étudient les projets de loi, les crédits budgétaires du gouvernement et toute autre question qui leur est confiée.
- Mandat d'initiative : De leur propre initiative, les commissions peuvent étudier les projets de règlement et les règlements, les orientations, les activités et la gestion des organismes publics ou des ministères, les pétitions et tout autre sujet d'intérêt public.
- Mandat conféré par une loi : Les commissions sont chargées, par une loi ou un règlement qui en découle, d'entreprendre, par exemple, l'étude de rapports annuels ou périodiques, l'examen de la mise en œuvre et de l'application d'une loi ou l'étude de règlements.

Au cours de la 43e législature, les commissions ont réalisé un total de **368 mandats en 1 440 séances, ce qui représente plus de 4 393 heures**.

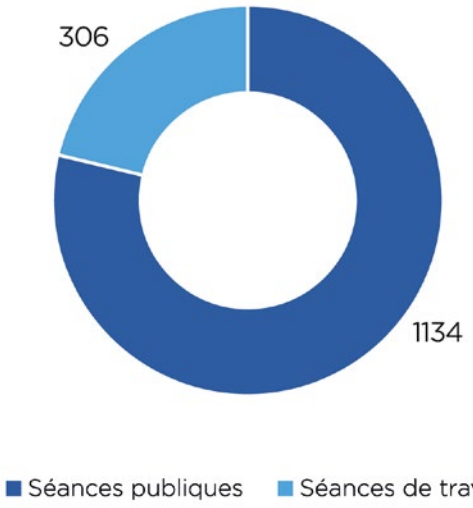
TABLEAU 1 : NOMBRE DE MANDATS, DE SÉANCES ET D'HEURES PAR COMMISSION

Commissions	Mandats	Séances	Heures
CAN	3	6	13 h 38
CAP	12	37	41 h 32
CAPERN	23	93	309 h 29
CAT	50	167	542 h 26
CCE	32	128	344 h 55
CET	47	161	510 h 18
CFP	54	157	499 h 29
CI	51	163	519 h 43
CRC	36	144	489 h 09
CSESJ	1	42	82 h 30
CSSS	34	194	584 h 05
CTE	25	148	456 h 25
Total	**368**	**1 440**	**4 393 h 39**

C'est la **Commission des finances publiques (54)**, suivie de la **Commission des institutions (51)** et de la **Commission de l'aménagement du territoire (50)**, qui a réalisé le plus **grand nombre de mandats distincts**. C'est toutefois la **Commission de la santé et des services sociaux qui s'est réunie le plus souvent (194 séances)**[1].

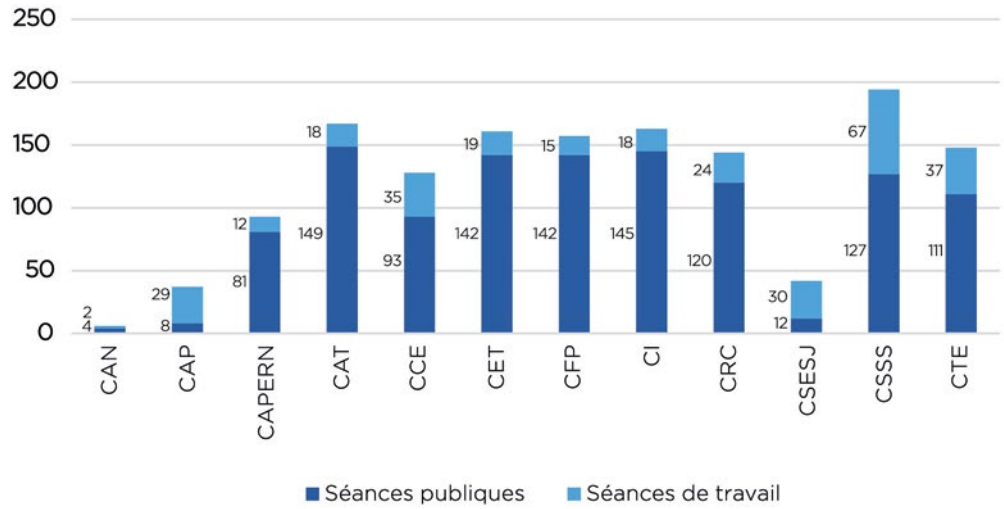
Les commissions se sont réunies en **séances publiques (1134 séances)** et en **séances de travail (306 séances)**.

TABLEAU 2 : RÉPARTITION DES SÉANCES PAR TYPE



La **Commission de la santé et des services sociaux (67)** et la **Commission des transports et de l'environnement (37)** sont celles qui se sont **rencontrées le plus souvent en séances de travail**.

TABLEAU 3 : NOMBRE DE SÉANCES PUBLIQUES ET DE TRAVAIL, PAR COMMISSION



1 Les commissions réalisent leurs mandats en se réunissant en séances publiques ou en séances de travail. La séance publique constitue la règle générale. Les séances publiques sont ouvertes à la population et aux membres de la Tribune de la presse. La séance de travail, quant à elle, est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister.

TABLEAU 4 : NOMBRE DE MANDATS, DE SÉANCES ET D'HEURES, SELON LES TYPES D'ACTIVITÉS[2]

Activités	Mandats		Séances		Heures	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Mandats confiés par l'Assemblée	288	78,3				
Projets de loi publics			838	58,2	3 343 h 37	76,1
Projets de loi d'intérêt privé			20	1,4	16 h 11	0,4
Crédits budgétaires			148	10,3	475 h 25	10,8
Autres – Mandats de l'Assemblée			54	3,8	222 h 33	5,1
Mandats prévus au *Règlement*	70	19,0				
Élection à la présidence et à la vice-présidence			11	0,8	0 h 34	-
Interpellations			42	2,9	83 h 57	1,9
Autres – Mandats prévus au *Règlement*			33	2,3	62 h 02	1,4
Mandats conférés par une loi	8	2,2				
Conférés par une loi			3	0,2	12 h 05	0,3
Mandats d'initiative	2	0,5				
Étude de règlements			-	-	-	-
Surveillance			-	-	-	-
Pétitions			-	-	-	-
Autres matières – Mandats d'initiative			28	1,9	45 h 45	1,0
Organisation générale	-	-				
Séances de travail – Organisation			263	18,3	131 h 30	3,0
Total	**368**	**100**	**1 440**	**100**	**4 393 h 39**	**100**

2 Dans le cas où une commission réalise « un double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou à trois reprises. Si, par exemple, l'Assemblée ordonnait à une commission d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi, ce mandat serait comptabilisé à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». Toutefois, il est à noter que le nombre de séances et d'heures ne serait calculé que dans une seule de ces deux catégories.

Projets de loi

Au cours de la 43e législature :

- **261 projets de loi[3] ont été présentés**;
- **159 projets de loi ont été adoptés**, dont 4 lors d'une procédure législative d'exception[4].

Parmi les **261 projets de loi présentés**, **126 projets de loi publics**[5] et **20 projets de loi d'intérêt privé** ont été étudiés en commission parlementaire.

L'étude des projets de loi, qui regroupe tant les consultations particulières et générales que les études détaillées, a représenté environ **60 % des séances** et plus de **75 % des heures de séances en commission**.

TABLEAU 5 : NOMBRE DE PROJETS DE LOI PUBLICS ET DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ, PAR COMMISSION SECTORIELLE[6]

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	Nombre de projets de loi	Nombre de séances	Nombre de projets de loi	Nombre de séances
CAPERN	7	61	-	-
CAT	16	114	12	12
CCE	9	62	2	2
CET	16	110	1	1
CFP	25	105	2	2
CI	24	117	1	1
CRC	11	74	-	-
CSSS	11	107	2	2
CTE	7	88	-	-
Total	**126**	**838**	**20**	**20**

Les commissions qui ont étudié le plus **grand nombre de projets de loi publics** sont la **Commission des finances publiques (25)** et la **Commission des institutions (24)**. La **Commission de l'aménagement du territoire** a étudié le plus grand nombre de **projets de loi d'intérêt privé (12)**.

3 Total des projets de loi publics du gouvernement, des projets de loi publics au nom d'une députée ou d'un député et des projets de loi d'intérêt privé.

4 Il s'agit de la procédure communément appelée *bâillon*.

5 Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir, pour un individu, une corporation ou une municipalité, des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. Les projets de loi publics et ceux d'intérêt privé sont étudiés de différente manière.

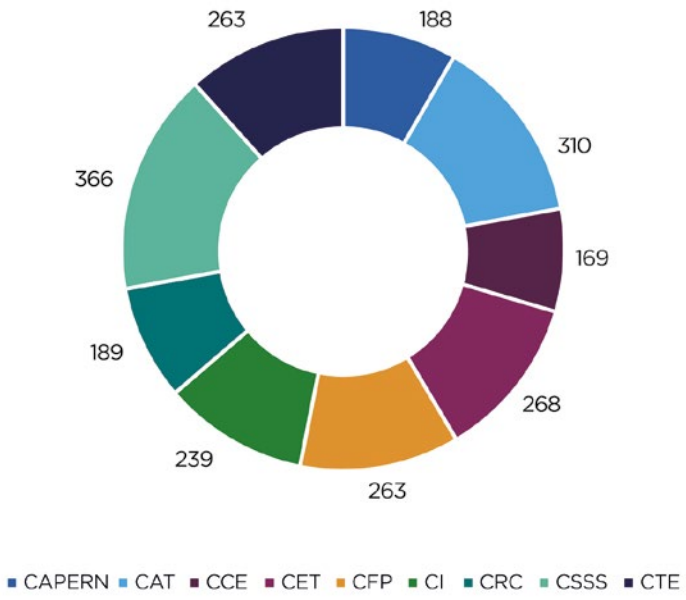
6 En consultation particulière ou générale et/ou en étude détaillée.

Études détaillées

Les commissions ont consacré plus de **2 252 heures** à l'étude détaillée de projets de loi publics. L'ensemble de ces projets de loi regroupe plus de **9 350 articles**. En outre, **4 212 amendements et sous-amendements** ont été proposés et plus de **75 %** d'entre eux ont été adoptés.

Ce sont la **Commission de la santé et des services sociaux (366 heures)** et la **Commission de l'aménagement du territoire (310 heures)** qui ont passé le plus de temps en étude détaillée et qui ont étudié le plus grand nombre d'amendements, tandis que la **Commission des finances publiques a étudié le plus grand nombre d'articles**.

TABLEAU 6 : NOMBRE D'HEURES EN ÉTUDE DÉTAILLÉE, PAR COMMISSION SECTORIELLE



La **Commission de la santé et des services sociaux a consacré le plus grand nombre d'heures à l'étude détaillée**, notamment en raison de l'étude du projet de loi nº 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*. Au terme de près de **240 heures de séances** en étude détaillée, la Commission a déposé son rapport, bien que l'étude des 1180 articles que comprenait ce projet de loi n'avait pas été achevée. Alors qu'il restait un peu plus de 400 articles à étudier, l'Assemblée nationale s'est réunie en séance extraordinaire afin de terminer le processus d'étude du projet de loi nº 15 dans le cadre de la procédure législative d'exception. En tout, **plus de 900 amendements présentés par le ministre de la Santé et des membres des groupes d'opposition ont été adoptés**, et ce, tant en commission permanente qu'en commission plénière.

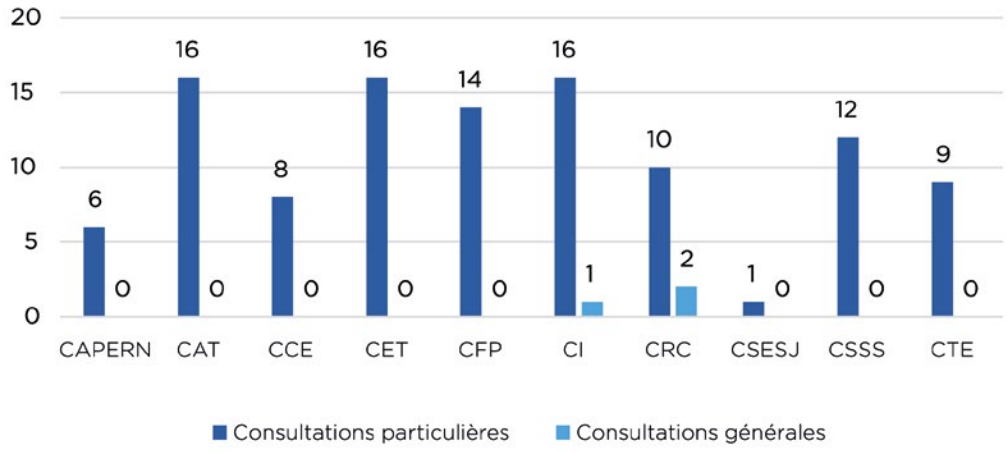
Consultations publiques

Les consultations sur invitation (consultations particulières[7]) ou celles s'adressant à l'ensemble de la population (consultations générales[8]) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître leur opinion et pour les membres des commissions d'être mieux informés sur les sujets étudiés, le plus souvent des projets de loi.

Au cours des 4 dernières années, **108 consultations particulières** et **3 consultations générales** se sont tenues. De ce nombre, **la majorité des mandats de consultations particulières et une consultation générale portaient sur des projets de loi**.

Durant la 43e législature, **2 consultations générales ont porté sur la planification de l'immigration au Québec**, soit pour la période 2024-2027 et la période 2026-2029, à la Commission des relations avec les citoyens. **La troisième consultation générale concernait le projet de loi nº 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec***, à la Commission des institutions.

TABLEAU 7 : NOMBRE DE MANDATS OÙ IL Y A EU DES CONSULTATIONS, PAR COMMISSION



La **Commission de l'aménagement du territoire**, la **Commission de l'économie et du travail** et la **Commission des institutions** ont tenu le **plus grand nombre de consultations particulières** (16 chacune).

Ces consultations publiques ont permis aux membres des commissions d'entendre plus de **2 000 témoins** et de recevoir plus de **3 150 mémoires**.

Au total, **80 % des projets de loi étudiés en commission parlementaire ont fait l'objet d'une consultation particulière ou générale au cours de la 43e législature**. Parmi ces projets de loi, celui ayant reçu le témoignage du plus grand nombre de personnes et d'organismes ainsi que le plus de mémoires est le projet de loi nº 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*, qui a fait l'objet d'une consultation générale.

7 Les consultations particulières visent à entendre, lors d'auditions publiques, des personnes ou des organismes choisis par la commission ou l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

8 Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public publié dans les principaux quotidiens et la *Gazette officielle du Québec* afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les personnes peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu'elle souhaite entendre et tient des auditions publiques.

TABLEAU 8 : PROJETS DE LOI POUR LESQUELS LE PLUS GRAND NOMBRE DE TÉMOINS ONT ÉTÉ ENTENDUS



TABLEAU 9 : PROJETS DE LOI POUR LESQUELS LE PLUS GRAND NOMBRE DE MÉMOIRES ONT ÉTÉ REÇUS



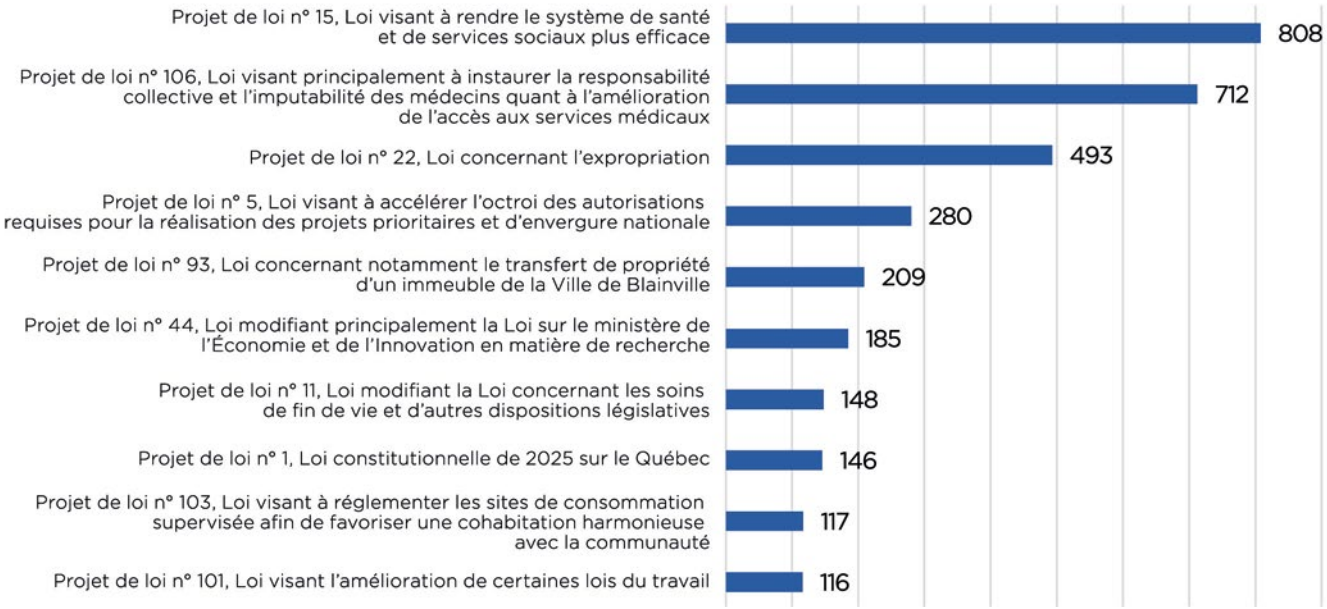
Participation citoyenne en ligne

Il est possible de commenter la majorité des mandats des commissions directement sur le site Web de l'Assemblée nationale. Les commentaires formulés par les citoyennes et citoyens servent à éclairer les députées et députés sur les sujets étudiés.

Au cours de la 43e législature, **5 197 commentaires en ligne ont été reçus en lien avec 112 mandats et projets de loi**.

Les projets de loi ayant fait l'objet du plus grand nombre de commentaires sont présentés dans le graphique ci-dessous.

TABLEAU 10 : PROJETS DE LOI AYANT REÇU LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMMENTAIRES



Reddition de comptes

La reddition de comptes s'exerce principalement dans trois types d'activités : **l'étude des crédits budgétaires, le contrôle de l'action gouvernementale et l'interpellation**.

Chaque année, environ **120 heures sont consacrées à l'étude des crédits budgétaires des ministères et organismes**, ce qui représente plus de **10 % de l'ensemble des heures réalisées par les commissions**.

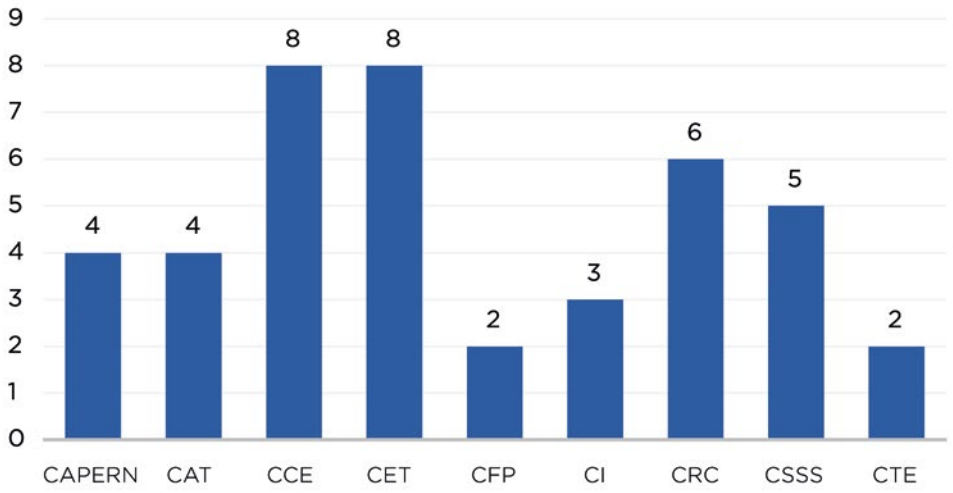
TABLEAU 11 : NOMBRE D'HEURES CONSACRÉES À DES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Activités en commission parlementaire	Heures	%
Crédits budgétaires	475 h 25	10,8
Interpellations	83 h 57	1,9
Reddition de comptes et surveillance d'organismes	-	-
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique	22 h 54	0,5
Total des activités de contrôle parlementaire	**582 h 16**	**13,3**

La Commission de l'administration publique se distingue des commissions sectorielles puisqu'elle réalise des mandats de suivi de la gestion administrative des ministères et organismes. Au cours de la 43e législature, cette commission a réalisé 7 mandats d'audition, dont 5 en suivi de rapports du Vérificateur général du Québec et 2 concernant la gestion administrative d'un ministère et d'un organisme. **La Commission a également fait l'examen de 41 rapports annuels de ministères et organismes, complétant ainsi le 4e cycle de révision amorcé en juin 2019.** La Commission a rendu compte de l'ensemble de ses mandats réalisés dans les **7 rapports sur l'imputabilité** qu'elle a déposés au cours de la 43e législature.

Enfin, un autre mode de contrôle parlementaire effectué par les commissions parlementaires est l'interpellation. Il s'agit d'un débat par lequel une ou un membre de l'opposition peut demander la convocation d'une commission parlementaire afin d'interroger une ou un ministre sur une question relevant de sa compétence. Au cours de la 43e législature, **la Commission de l'économie et du travail et la Commission de la culture et de l'éducation ont réalisé le plus grand nombre d'interpellations (8 chacune)**.

TABLEAU 12 : NOMBRE D'INTERPELLATIONS PAR COMMISSION SECTORIELLE



Mandats d'initiative

Les commissions peuvent étudier, de leur propre initiative, les projets de règlement et les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères et des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public.

Entre 2022 et 2026, les commissions parlementaires se sont saisies de deux mandats d'initiative. **La Commission de la culture et de l'éducation a réalisé un mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports.** Déposé le 30 mai 2023, le rapport donne suite à des consultations particulières et à des auditions publiques. Il contient 23 recommandations.

Quant à elle, la **Commission de la santé et des services sociaux a adopté, en décembre 2023, un mandat d'initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption du consentement**. Le président de la Commission a déposé, le 22 octobre 2024, le rapport de la Commission, lequel comporte 11 observations et 15 recommandations.

Autres mandats réalisés

Le *Règlement de l'Assemblée nationale* confie à la Commission de l'Assemblée nationale un rôle horizontal, notamment en ce qui a trait au cadre réglementaire qui régit l'Assemblée et ses commissions. En plus de jouer un rôle de coordination à l'égard des autres commissions, la Commission exerce diverses fonctions que lui confère le *Règlement* ou qui sont prévues à la loi, et elle s'occupe de toute question que l'Assemblée lui soumet ou qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Du 13 au 15 février 2024, la Commission de l'Assemblée nationale a étudié le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale. En vertu de la *Loi électorale*, la Commission de la représentation électorale procède à une nouvelle délimitation des circonscriptions après la deuxième élection générale qui suit la dernière délimitation. La carte électorale adoptée en 2017 a servi lors des élections québécoises de 2018 et de 2022.

En vertu de l'article 146 du *Règlement de l'Assemblée nationale*, l'Assemblée peut envoyer en commission l'étude de toute matière. **Sept mandats de consultations particulières ou générales et d'auditions publiques ont ainsi été transmis à la Commission des transports et de l'environnement, à la Commission des relations avec les citoyens, à la Commission des institutions et à la Commission des finances publiques.**

Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028

L'Assemblée nationale a confié à la Commission des transports et de l'environnement le mandat de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028, déposé à l'Assemblée le 9 décembre 2022. Les auditions ont eu lieu du 31 janvier au 7 février 2023. La Commission a ensuite déposé un rapport à l'Assemblée le 14 février 2023. La réalisation de ce mandat est exigée par la *Loi sur le développement durable*.

Consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation sur le Régime de rentes du Québec

L'Assemblée a confié à la Commission des finances publiques le mandat de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le document de consultation sur le Régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21e siècle*. À la suite des auditions tenues entre le 8 et le 14 février 2023, la Commission a déposé son rapport à l'Assemblée le 21 février 2023. Il est à noter que la réalisation de ce mandat est exigée par la *Loi sur le régime de rentes du Québec*.

Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport sur la mise en œuvre de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*

La Commission des finances publiques a reçu de l'Assemblée le mandat de tenir des consultations particulières et des auditions publiques sur le rapport sur la mise en œuvre de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*. Conformément à la *Loi*, la commission compétente est chargée de faire l'étude du rapport suivant son dépôt à l'Assemblée nationale. Ainsi, la Commission a tenu deux journées de consultations, le 31 mai et le 8 juin 2023, afin de procéder à la réalisation de ce mandat conféré par la Loi. Elle a déposé son rapport le 9 juin 2023.

Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019 intitulé *Incursion au cœur du Code d'éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique*

La Commission des institutions a reçu le mandat de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019. Ce rapport, intitulé *Incursion au cœur du Code d'éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique*, a été déposé le 2 décembre 2019 et couvre la période du 1er janvier 2015 au 15 novembre 2019. Les auditions, tenues le 21 novembre 2023, ont notamment permis d'entendre la commissaire à l'éthique et à la déontologie, Me Ariane Mignolet, et la jurisconsulte de l'Assemblée nationale, Me Marie Deschamps. La réalisation de ce mandat est exigée par le *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*. La Commission a déposé son rapport à l'Assemblée le 28 novembre 2023 et celui-ci contient des recommandations.

Consultations particulières et auditions publiques sur le document intitulé *Consultation sur la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec*

La Commission des transports et de l'environnement a réalisé un mandat de consultations particulières et d'auditions publiques sur le document intitulé *Consultation sur la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec*. En vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, la fixation de la cible doit être précédée d'une consultation particulière tenue par une commission parlementaire de l'Assemblée nationale et de la publication de l'avis produit

sur ladite cible par le Comité consultatif sur les changements climatiques. Les auditions ont eu lieu du 25 novembre au 3 décembre 2025. La Commission a déposé son rapport à l'Assemblée le 9 décembre 2025, et celui-ci contient des recommandations.

Consultations générales sur les documents intitulés *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027* et *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029*

La *Loi sur l'immigration au Québec* exige la tenue périodique d'une consultation générale sur la planification de l'immigration. Ainsi, la Commission des relations avec les citoyens a reçu, à 2 reprises au cours de la 43e législature, le mandat de tenir des auditions publiques dans le cadre d'une consultation générale. Le premier mandat a porté sur le cahier de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*. La Commission a tenu neuf journées d'auditions publiques, du 12 au 28 septembre 2023. Le deuxième mandat, portant sur le cahier de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029*, s'est déroulé entre le 1er et le 30 octobre 2025. La Commission a tenu 11 séances d'auditions publiques. Ces consultations ont été accompagnées d'une consultation en ligne sous la forme d'un questionnaire disponible sur le site Web de l'Assemblée nationale.

Commission spéciale sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes

Une commission spéciale a été formée durant la 43e législature afin d'étudier les enjeux liés aux impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes, notamment sur :

- le temps d'écran chez les jeunes;
- les mesures d'encadrement des écrans, notamment à l'école et sur le Web, y compris l'accès aux outils numériques d'apprentissage;
- l'accès aux réseaux sociaux, y compris via les jeux vidéo;
- la cyberintimidation, y compris le partage de matériel sexuellement explicite;
- l'accès des mineurs à la pornographie sur le Web;
- les mécanismes visant à créer une dépendance utilisés par certaines applications;
- la publicité destinée aux enfants sur les plateformes et les applications.

Au cours de son mandat, la Commission spéciale a tenu des consultations particulières du 12 au 26 septembre 2024 et du 30 janvier au 5 février 2025. Au total, 66 personnes et organisations ont été entendues, et plus de 70 mémoires ont été transmis. La Commission a également visité 17 écoles primaires et secondaires réparties dans 13 villes différentes. Enfin, elle a mené une consultation en ligne du 31 octobre 2024 au 31 janvier 2025, ce qui lui a permis de joindre 7 075 répondantes et répondants.

Les travaux de la Commission se sont terminés par le dépôt de son rapport final[9] à l'Assemblée nationale le 29 mai 2025. Ce rapport présente 56 recommandations portant notamment sur la prévention, la sensibilisation, l'usage des outils numériques en classe, l'encadrement des réseaux sociaux, la publicité destinée aux jeunes et la coopération intergouvernementale. La Commission a été dissoute dès le dépôt de son rapport final.

9 Un rapport intérimaire comportant une recommandation a été déposé le 22 avril 2025.

Annexes – Fiches détaillées par commission permanente

- **Commission de l’Assemblée nationale**
- **Commission de l’administration publique**
- **Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles**
- **Commission de l’aménagement du territoire**
- **Commission de la culture et de l’éducation**
- **Commission de l’économie et du travail**
- **Commission des finances publiques**
- **Commission des institutions**
- **Commission des relations avec les citoyens**
- **Commission de la santé et des services sociaux**
- **Commission des transports et de l’environnement**

Commission de l'Assemblée nationale (CAN)

Compétences actuelles

- Établir le *Règlement de l'Assemblée nationale*, ses règles de fonctionnement et celles des commissions
- Coordonner les travaux des autres commissions
- Autoriser les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale
- Entendre, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée
- S'occuper de toute question qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission
- Étudier les questions de la réforme parlementaire par la voie de la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire

Présidente de la Commission : M^me^ Nathalie Roy, députée de Montarville

Mandats réalisés

PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)	
2022	Procéder à la formation des commissions parlementaires et à l'adoption de la liste des présidents de séance
2024	Étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale
2025	Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du *Règlement* portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du *Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec*

Commission de l'administration publique (CAP)

Compétences actuelles

- Procéder à la vérification des engagements financiers du gouvernement de 25 000 $ et plus
- Entendre le Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion
- Entendre, au moins une fois tous les quatre ans, les sous-ministres et les dirigeantes et dirigeants d'organismes publics pour s'assurer que les administratrices et administrateurs publics rendent des comptes sur leur gestion
- Étudier le rapport annuel sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*
- Étudier toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée

Présidente et présidents de la Commission :

- M. Monsef Derraji, député de Nelligan (16 février 2026 au 27 août 2026; 7 juillet 2025 au 2 janvier 2026)
- M. André Fortin, député de Pontiac (2 janvier 2026 au 16 février 2026)
- M[me] Marwah Rizqy, députée de Saint-Laurent (6 décembre 2022 au 7 juillet 2025)

Vice-présidentes et vice-présidents[10] :

- M. Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve (26 novembre 2025 au 27 août 2026)
- M[me] Suzanne Roy, députée de Verchères (22 septembre 2025 au 27 août 2026)
- M. Vincent Marissal, député de Rosemont (21 août 2024 au 22 novembre 2025)
- M. Vincent Caron, député de Portneuf (6 décembre 2022 au 22 septembre 2025)
- M[me] Christine Labrie, députée de Sherbrooke (6 décembre 2022 au 21 août 2024)

10 La Commission de l'administration publique a deux vice-présidences, l'une issue du groupe formant le gouvernement et l'autre du deuxième groupe d'opposition.

Mandats d'audition réalisés

PREMIÈRE SESSION **(29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)**	
5 juin 2023	Audition du Secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le Rapport d'application de la *Loi sur l'administration publique*
5 octobre 2023	Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux et des CIUSSS de la Capitale-Nationale et de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 4 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Santé mentale : efficacité du continuum de soins et de services pour les usagers ayant des troubles mentaux graves »
7 novembre 2023	Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 2 du rapport d'avril 2023 de la commissaire au développement durable intitulé « Adaptation aux changements climatiques : risques liés à l'érosion et à la submersion côtières »
30 avril 2024	Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité »
10 octobre 2024	Audition du Tribunal administratif du logement sur sa gestion administrative, sur ses engagements financiers et sur le rapport annuel du Protecteur du citoyen
26 mai 2025	Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante »
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**	
2 décembre 2025	Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales »

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN)

AGRICULTURE • PÊCHERIES • ALIMENTATION • ÉNERGIE • RESSOURCES NATURELLES

Président de la Commission :

M. Enrico Ciccone, député de Marquette (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Vice-présidents :

- M. Jonatan Julien, député de Charlesbourg (5 mai 2026 au 27 août 2026)
- M. François Bonnardel, député de Granby (22 septembre 2025 au 21 avril 2026)
- M. Yves Montigny, député de René-Lévesque (22 avril 2024 au 22 septembre 2025)
- M. François St-Louis, député de Joliette (6 décembre 2022 au 22 avril 2024)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 2 Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité	✓	✓	10	11	1
Projet de loi nº 13 Loi concernant la ligne d'interconnexion Hertel-New York	✓	✓	3	3	-

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 28 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les producteurs agricoles	✓	✓	5	6	-
Projet de loi nº 63 Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions	✓	✓	18	29	6
Projet de loi nº 69 Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives	✓	✓	38	74	56
Projet de loi nº 498 Loi proclamant la Journée nationale de l'érable	-	✓	-	-	-
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 17 Loi modifiant la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'autoriser la mise en œuvre d'un projet pilote relatif à la recherche ou à l'exploitation d'un réservoir souterrain ou de certains fluides (titre modifié)	✓	✓	11	21	1

Interpellations

10 février 2023	Interpellation du député de Jacques-Cartier au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Le manque de vision du gouvernement caquiste en matière d'énergie
17 mars 2023	Interpellation de la députée de Verdun à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts sur le sujet suivant : L'importance d'un nouveau contrat social minier devant l'explosion du nombre de claims dans le sud du Québec
24 novembre 2023	Interpellation du député de Jacques-Cartier au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Les défis énergétiques : un enjeu pour notre société et notre économie
10 mai 2024	Interpellation du député de Pontiac au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le sujet suivant : L'agriculture au Québec mise en friche par le gouvernement caquiste

Étude de toute autre matière

30 novembre 2023	Audition d'Hydro-Québec dans le cadre de l'étude de son Plan stratégique 2022-2026 et de son Plan d'action 2035 intitulé *Vers un Québec décarboné et prospère*

Commission de l'aménagement du territoire (CAT)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE • AFFAIRES MUNICIPALES • HABITATION • SPORTS ET LOISIRS • DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET RÉGIONALES

Président de la Commission :

M. Sébastien Schneeberger, député de Drummond–Bois-Francs (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Vice-président :

M. Gregory Kelley, député de Jacques-Cartier (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 16 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions	✓	✓	19	33	5
Projet de loi nº 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation	✓	✓	19	52	70
Projet de loi nº 39 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives	✓	✓	7	15	2
Projet de loi nº 45 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports	✓	✓	16	14	2

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 50 Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt	✓	✓	13	16	30
Projet de loi nº 57 Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (titre modifié)	✓	✓	16	24	11
Projet de loi nº 70 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux	✓	✓	8	10	2
Projet de loi nº 76 Loi visant principalement à accroître la qualité de la construction et la sécurité du public	✓	✓	19	18	5
Projet de loi nº 79 Loi édictant la Loi sur les contrats des organismes municipaux et modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif des organismes municipaux	✓	✓	16	16	3
Projet de loi nº 86 Loi visant à assurer la pérennité du territoire agricole et sa vitalité	✓	✓	16	24	23

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 93 Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville	✓	-	16	9	209
Projet de loi nº 97* Loi visant principalement à moderniser le régime forestier	✓	-	23	39	103
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**					
Projet de loi nº 104 Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal	✓	✓	12	19	1
Projet de loi nº 13 Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions	✓	✓	13	28	2
Projet de loi nº 20* Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation	✓	-	16	34	61
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 4 Loi sur la communication de renseignements aux fins de protection contre la violence d'un partenaire intime et modifiant diverses dispositions législatives	✓	✓	14	18	-

* Projets de loi non adoptés

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ[11]	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)			
Projet de loi nº 200 Loi concernant l'annulation d'une servitude grevant certains lots situés en la Ville de Carignan	✓	1	-
Projet de loi nº 202 Loi concernant la Ville de Saint-Jérôme	✓	1	-
Projet de loi nº 204 Loi concernant la Ville de Longueuil	✓	1	-
Projet de loi nº 209 Loi concernant la Ville de Terrebonne	✓	1	-
Projet de loi nº 210 Loi concernant la Ville de Blainville	✓	1	1
Projet de loi nº 214 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda	✓	1	-
Projet de loi nº 215 Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère	✓	1	-
Projet de loi nº 216 Loi concernant la Ville de Longueuil	✓	1	-
Projet de loi nº 219 Loi concernant la dissolution de l'Agence de développement de Ferme-Neuve	✓	1	-

11 Les projets de loi qui portent les numéros 200 à 389 sont des projets de loi d'intérêt privé, c'est-à-dire qu'ils touchent des intérêts particuliers ou locaux. Ils suivent un cheminement légèrement différent des autres projets de loi. Au cours d'un tel mandat, la commission entend les personnes intéressées, procède à l'étude détaillée et fait rapport à l'Assemblée.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
DEUXIÈME SESSION (30 septembre 2025 au 8 avril 2026)			
Projet de loi nº 204 Loi concernant la Ville de Gatineau	✓	1	-
TROISIÈME SESSION (5 mai 2026 au 27 août 2026)			
Projet de loi nº 201 Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec	✓	1	1
Projet de loi nº 205 Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec	✓	1	-

Interpellations

31 mars 2023	Interpellation de la députée des Mille-Îles à la ministre responsable de l'Habitation sur le sujet suivant : L'habitation au Québec : un secteur négligé par un gouvernement caquiste désengagé
9 février 2024	Interpellation de la députée des Mille-Îles à la ministre responsable de l'Habitation sur le sujet suivant : L'habitation au Québec : un autre échec caquiste
15 mars 2024	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre responsable des Infrastructures sur le sujet suivant : Les infrastructures au Québec : l'art d'échapper des grands projets
13 février 2026	Interpellation de la députée des Mille-Îles à la ministre responsable de l'Habitation sur le sujet suivant : Génération locataires : le legs caquiste en matière de logement

Commission de la culture et de l'éducation (CCE)

CULTURE • ÉDUCATION • FORMATION PROFESSIONNELLE • ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR • COMMUNICATION

Présidentes et présidents de la Commission :

- M^me^ Filomena Rotiroti, députée de Jeanne-Mance–Viger (16 février 2026 au 27 août 2026; 3 décembre 2025 au 2 janvier 2026)
- M^me^ Jennifer Maccarone, députée de Westmount–Saint-Louis (2 janvier 2026 au 16 février 2026)
- M. Marc Tanguay, député de LaFontaine (7 juillet 2025 au 3 décembre 2025)
- M. André Fortin, député de Pontiac (6 décembre 2022 au 4 juillet 2025)

Vice-présidentes :

- M^me^ Nancy Guillemette, députée de Roberval (5 mai 2026 au 27 août 2026)
- M^me^ Audrey Bogemans, députée d'Iberville (22 septembre 2025 au 5 mai 2026)
- M^me^ Amélie Dionne, députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata (6 décembre 2022 au 10 septembre 2025)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 23 Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation	✓	✓	29	41	57
Projet de loi nº 47 Loi visant à renforcer la protection des élèves concernant notamment les actes de violence à caractère sexuel (titre modifié)	✓	✓	15	17	4
Projet de loi nº 64 Loi instituant le Musée national de l'histoire du Québec	✓	✓	23	17	1

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 90 Loi reconnaissant le hockey sur glace comme sport national du Québec et concernant les référents culturels nationaux	-	✓	-	-	4
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**					
Projet de loi nº 94 Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives	✓	✓	30	33	76
Projet de loi nº 108 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles afin de moderniser son offre de services financiers et de reconnaître le domaine de la créativité numérique	✓	✓	8	8	-
Projet de loi nº 109 Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique	✓	✓	14	20	3
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 10 Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne	✓	✓	10	10	1
Projet de loi nº 2* Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Charte de la langue française et de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français	-	✓	-	-	2

* Projet de loi non adopté

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)			
Projet de loi nº 208 Loi concernant certaines aliénations relatives à la maison Robert-Jellard	✓	2	-
Projet de loi nº 211 Loi sur l'École Polytechnique de Montréal	✓	1	-

Interpellations

24 mars 2023	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Les angles morts du ministre de l'Éducation
22 septembre 2023	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Les douze travaux du ministre de l'Éducation
20 septembre 2024	Interpellation de la députée de Mont-Royal–Outremont à la ministre de l'Enseignement supérieur sur le sujet suivant : Politique du gouvernement caquiste en matière d'enseignement supérieur : un désastre annoncé pour nos cégeps et nos universités
4 octobre 2024	Interpellation du député de Matane-Matapédia au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : L'éducation, véritable priorité du gouvernement?
21 février 2025	Interpellation de la députée de Mont-Royal–Outremont à la ministre de l'Enseignement supérieur sur le sujet suivant : Les coupures drastiques imposées aux cégeps et aux universités par le gouvernement caquiste
4 avril 2025	Interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Coupures en éducation : l'avenir de nos jeunes mis à risque par les mauvaises décisions caquistes
11 novembre 2025	Interpellation du député de Matane-Matapédia à la ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : L'éducation : quelles priorités du gouvernement caquiste avant la fin de son mandat
20 février 2026	Interpellation du député de Jean-Lesage au ministre de la Culture et des Communications sur le sujet suivant : La souveraineté culturelle du Québec face au pouvoir excessif des géants du divertissement et du numérique

Mandat d'initiative

2023	Mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports

Commission de l’économie et du travail (CET)

INDUSTRIE • COMMERCE • TOURISME • TRAVAIL • MAIN-D’ŒUVRE • SCIENCE • TECHNOLOGIE • SÉCURITÉ DU REVENU

Présidente et président de la Commission :

- M. Simon Allaire, député de Maskinongé (13 novembre 2024 au 27 août 2026)
- M^me^ Sylvie D’Amours, députée de Mirabel (6 décembre 2022 au 7 novembre 2024)

Vice-présidentes et vice-président :

- M^me^ Michelle Setlakwe, députée de Mont-Royal–Outremont (2 janvier 2026 au 27 août 2026)
- M^me^ Jennifer Maccarone, députée de Westmount–Saint-Louis (5 décembre 2025 au 2 janvier 2026)
- M^me^ Brigitte B. Garceau, députée de Robert-Baldwin (7 juillet 2025 au 5 décembre 2025)
- M^me^ Virginie Dufour, députée des Mille-Îles (18 octobre 2023 au 7 juillet 2025)
- M. Frédéric Beauchemin, député de Marguerite-Bourgeoys (6 décembre 2022 au 7 octobre 2023)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 17 Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d’allègement du fardeau réglementaire et administratif	✓	✓	11	17	-
Projet de loi nº 19 Loi sur l’encadrement du travail des enfants	✓	✓	16	30	25
Projet de loi nº 25 Loi visant à lutter contre l’hébergement touristique illégal	✓	✓	11	11	1
Projet de loi nº 29 Loi protégeant les consommateurs contre l’obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l’entretien des biens	✓	✓	11	23	3

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 38 Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives	✓	✓	2	2	-
Projet de loi nº 42 Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail	✓	✓	18	28	4
Projet de loi nº 44 Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche	✓	✓	9	13	185
Projet de loi nº 51 Loi modernisant l'industrie de la construction	✓	✓	21	32	4
Projet de loi nº 68 Loi visant principalement à réduire la charge administrative des médecins	✓	✓	10	17	3
Projet de loi nº 71 Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale	✓	✓	20	37	19
Projet de loi nº 85 Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif	✓	✓	13	19	2

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 87 Loi concernant principalement le développement et la mise en valeur de terrains industriels et la gouvernance de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	✓	✓	5	5	-
Projet de loi nº 89 Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out	✓	✓	23	26	10
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**					
Projet de loi nº 101 Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail	✓	✓	19	33	116
Projet de loi nº 3 Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail	✓	✓	15	37	10
Projet de loi nº 11 Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif	✓	✓	19	43	31

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**			
Projet de loi nº 200 Loi concernant Le Country Club de Montréal	✓	1	-

Interpellations

26 mai 2023	Interpellation du député de Pontiac au ministre responsable du Développement économique régional sur le sujet suivant : Cinq ans d'échecs caquistes : le coût de l'abandon des régions
27 octobre 2023	Interpellation du député de Maurice-Richard au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, sur le sujet suivant : Le manque de transparence du gouvernement caquiste dans le dossier de la filière batterie
3 novembre 2023	Interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre de l'Emploi sur le sujet suivant : L'incapacité du gouvernement caquiste de juguler la pénurie de main-d'œuvre qui compromet les services publics
25 octobre 2024	Interpellation du député de Marguerite-Bourgeoys à la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Le gouvernement caquiste et sa vision économique datant d'une autre époque
21 mars 2025	Interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre de l'Emploi sur le sujet suivant : Fin d'emploi : l'impact des coupures caquistes en employabilité
1er avril 2025	Interpellation du député de Taschereau à la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire sur le sujet suivant : L'effritement du filet social au Québec sous le gouvernement de la CAQ
23 mai 2025	Interpellation du député d'Hochelaga-Maisonneuve au ministre du Travail sur le sujet suivant : L'importance des grèves comme moteur des avancées sociales dans l'histoire du Québec
2 décembre 2025	Interpellation de la députée de Jeanne-Mance–Viger au ministre délégué au Développement économique régional sur le sujet suivant : Le gouvernement caquiste déconnecté des réalités économiques régionales du Québec

Commission des finances publiques (CFP)

FINANCES • BUDGET • ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT • FONCTION PUBLIQUE • REVENU • SERVICES • APPROVISIONNEMENTS • RÉGIMES DE RENTES

Présidents de la Commission :

- M. Mario Laframboise, député de Blainville (22 septembre 2025 au 27 août 2026)
- M. Jean-François Simard, député de Montmorency (6 décembre 2022 au 10 septembre 2025)

Vice-présidente :

M^me^ Madwa-Nika Cadet, députée de Bourassa-Sauvé (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 3 Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	✓	✓	28	41	4
Projet de loi nº 6 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 7 Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 22 mars 2022 et modifiant d'autres dispositions législatives	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 9 Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public	✓	✓	2	3	1

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 27 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions	-	✓	-	-	1
Projet de loi nº 30 Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier	-	✓	-	-	2
Projet de loi nº 33 Loi concernant les conventions collectives des constables spéciaux et des gardes du corps du gouvernement du Québec	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 35 Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 21 mars 2023 et modifiant d'autres dispositions	✓	✓	5	4	-
Projet de loi nº 49 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 53 Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives	✓	✓	9	10	1
Projet de loi nº 60 Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 62 Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure	✓	✓	23	32	1

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 75 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 12 mars 2024 et à certaines autres mesures	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 77 Loi modifiant principalement des lois instituant des régimes de retraite du secteur public	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 80 Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 12 mars 2024 et modifiant d'autres dispositions	-	✓	-	-	1
Projet de loi nº 82 Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions	✓	✓	14	22	4
Projet de loi nº 92 Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier	✓	✓	9	20	9
Projet de loi nº 99 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures	-	✓	-	-	1
Projet de loi nº 100 Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic	✓	✓	11	13	1

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
DEUXIÈME SESSION (30 septembre 2025 au 8 avril 2026)					
Projet de loi nº 111 Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions	✓	✓	12	17	11
Projet de loi nº 112 Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada	✓	✓	15	23	1
Projet de loi nº 4 Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2025 et modifiant d'autres dispositions	-	✓	-	-	1
Projet de loi nº 6 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2025 et à certaines autres mesures	-	✓	-	-	93
Projet de loi nº 7 Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires	✓	✓	27	149	42
TROISIÈME SESSION (5 mai 2026 au 27 août 2026)					
Projet de loi nº 5* Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale	✓	✓	13	27	280

* Projet de loi non adopté

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)			
Projet de loi nº 205 Loi concernant Mutuelle Beneva	✓	1	-
DEUXIÈME SESSION (30 septembre 2025 au 8 avril 2026)			
Projet de loi nº 202 Loi concernant le regroupement de Mutuelle Beneva et de La Compagnie mutuelle d'assurance Gore	✓	2	-

Interpellations

22 novembre 2024	Interpellation du député de Marguerite-Bourgeoys au ministre des Finances sur le sujet suivant : L'échec caquiste en matière de saine gestion des finances publiques
28 octobre 2025	Interpellation de la députée de Mont-Royal–Outremont au ministre de la Cybersécurité et du Numérique sur le sujet suivant : Les nombreux échecs et fiascos caquistes en matière de gouvernance de projets informatiques

Étude de toute autre matière

2023	Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport sur la mise en œuvre de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*
2023	Consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation sur le Régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21e siècle*
2023	Poursuite du débat sur le discours du budget
2024	Poursuite du débat sur le discours du budget
2025	Poursuite du débat sur le discours du budget
2026	Poursuite du débat sur le discours du budget

Commission des institutions (CI)

PRÉSIDENCE DU CONSEIL EXÉCUTIF • JUSTICE • SÉCURITÉ PUBLIQUE • CONSTITUTION • AFFAIRES AUTOCHTONES • RELATIONS INTERNATIONALES ET INTERGOUVERNEMENTALES

Président de la Commission :

M. André Bachand, député de Richmond (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Vice-présidentes :

- M^me^ Brigitte B. Garceau, députée de Robert-Balwin (5 décembre 2025 au 27 août 2026; 6 décembre 2022 au 7 juillet 2025)
- M^me^ Sona Lakhoyan Olivier, députée de Chomedey (7 juillet 2025 au 4 décembre 2025)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 8 Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec	✓	✓	11	17	1
Projet de loi nº 12 Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui	✓	✓	21	25	6
Projet de loi nº 14 Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues	✓	✓	18	29	1

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 24 Loi donnant suite aux recommandations du rapport du Comité consultatif indépendant sur la révision de l'indemnité annuelle des membres de l'Assemblée nationale	-	✓	-	-	11
Projet de loi nº 26 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires afin notamment de donner suite à l'Entente entre la juge en chef de la Cour du Québec et le ministre de la Justice	✓	✓	5	1	-
Projet de loi nº 32 Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux	✓	✓	16	18	4
Projet de loi nº 34 Loi visant à moderniser la profession notariale et à favoriser l'accès à la justice	✓	✓	8	6	-
Projet de loi nº 40 Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice	✓	✓	7	9	1
Projet de loi nº 54 Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante	✓	✓	4	4	-
Projet de loi nº 56 Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale	✓	✓	28	27	2

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 67 Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux	✓	✓	16	53	16
Projet de loi nº 72 Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques commerciales abusives et offrant une meilleure transparence en matière de prix et de crédit	✓	✓	9	19	6
Projet de loi nº 73 Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence	✓	✓	13	13	2
Projet de loi nº 78 Loi donnant suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec pour la bonification des tarifs de l'aide juridique	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 88 Loi modifiant la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal	✓	✓	5	6	-
Projet de loi nº 91 Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec	✓	✓	13	16	-
Projet de loi nº 98 Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral	✓	✓	5	8	12

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 395 Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 795 Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Laporte par celui de « Pierre-Laporte »	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 797 Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Rivière-du-Loup–Témiscouata par celui de « Rivière-du-Loup–Témiscouata–Les Basques »	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 890 Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Vimont par celui de « Vimont-Auteuil »	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 996 Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »	-	✓	-	-	-
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 1* Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec	✓	✓	**168**	**309**	**146**
Projet de loi nº 3 Loi visant à assurer la représentation effective des électeurs	-	✓	-	-	-

* Projet de loi non adopté

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
DEUXIÈME SESSION (30 septembre 2025 au 8 avril 2026)			
Projet de loi nº 220 Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil	✓	1	-

Interpellations

29 septembre 2023	Interpellation du chef du troisième groupe d'opposition au premier ministre sur le sujet suivant : Les promesses non tenues du gouvernement caquiste depuis son élection
24 mai 2024	Interpellation du député de Jean-Lesage au ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne sur le sujet suivant : L'indépendance du Québec comme seul levier suffisant pour assurer le financement adéquat de nos services publics, relever le défi de nos ambitions climatiques et voir s'épanouir la culture et l'identité québécoise
25 avril 2025	Interpellation du député de Jean-Talon au ministre responsable des Relations canadiennes sur le sujet suivant : L'impasse de la troisième voie caquiste face aux refus du Canada de donner suite aux demandes historiques du Québec

Étude de toute autre matière

2023	Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale 2015-2019 intitulé *Incursion au cœur du Code d'éthique et de déontologie : de la théorie à la pratique*

Commission des relations avec les citoyens (CRC)

RELATIONS AVEC LES CITOYENS • COMMUNAUTÉS CULTURELLES • CONDITION FÉMININE • JEUNESSE • IMMIGRATION • FAMILLE • AÎNÉS • PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Présidente de la Commission :

M[me] Lucie Lecours, députée des Plaines (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Vice-présidentes et vice-présidents[12] :

- M. André Albert Morin, député de l'Acadie (7 juillet 2025 au 27 août 2026)
- M. Andrés Fontecilla, député de Laurier-Dorion (26 novembre 2025 au 27 août 2026)
- M. Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve (29 janvier 2025 au 26 novembre 2025)
- M. Guillaume Cliche-Rivard, député de Saint-Henri–Sainte-Anne (24 janvier 2024 au 29 janvier 2025)
- M[me] Linda Caron, députée de La Pinière (6 décembre 2022 au 7 juillet 2025)
- M[me] Manon Massé, députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques (6 décembre 2022 au 24 janvier 2024)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 11 Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives	✓	✓	45	62	148
Projet de loi nº 36 Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes	✓	✓	5	5	1
Projet de loi nº 46 Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs	✓	✓	11	10	1

12 La Commission des relations avec les citoyens a deux vice-présidences, l'une issue du groupe formant l'opposition officielle et l'autre du deuxième groupe d'opposition.

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 52 Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État	✓	✓	6	6	8
Projet de loi nº 65 Loi limitant le droit d'éviction des locateurs et renforçant la protection des locataires aînés	-	✓	-	-	-
Projet de loi nº 74 Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers	✓	✓	19	28	-
Projet de loi nº 84 Loi sur l'intégration à la nation québécoise (titre modifié)	✓	✓	26	41	18
Projet de loi nº 95 Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis	✓	✓	14	28	6
DEUXIÈME SESSION **(30 septembre 2025 au 8 avril 2026)**					
Projet de loi nº 9 Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec	✓	✓	24	40	107
Projet de loi nº 12 Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté	✓	✓	8	9	2
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 24 Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne	✓	✓	5	3	-

Interpellations

16 février 2024	Interpellation de la députée de Sherbrooke à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : Le manque de préparation du gouvernement caquiste pour faire face au vieillissement de la population et assurer à chaque Québécoise et Québécois la possibilité de vieillir dans la dignité
12 avril 2024	Interpellation de la députée de Robert-Baldwin à la ministre responsable de la Condition féminine sur le sujet suivant : Débâtir la confiance : les engagements brisés du gouvernement caquiste envers les femmes
14 février 2025	Interpellation de la députée de Sherbrooke à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : L'avenir des services et des soins à domicile
25 novembre 2025	Interpellation de la députée de Robert-Baldwin à la ministre responsable de la Condition féminine sur le sujet suivant : Les engagements brisés du gouvernement caquiste : on ne protège pas les femmes à moitié
20 mars 2026	Interpellation de la députée de La Pinière à la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants sur le sujet suivant : Le laisser-aller de longue durée : symbole de l'échec caquiste envers les aînés
27 mars 2026	Interpellation du député de Taschereau à la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire sur le sujet suivant : Le milieu communautaire au bout du rouleau : des conditions insuffisantes pour répondre aux besoins de la population

Étude de toute autre matière

2023	Consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*
2025	Consultation générale et auditions publiques sur le cahier de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029*

Commission de la santé et des services sociaux (CSSS)

SANTÉ • SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Président de la Commission :

M. Luc Provençal, député de Beauce-Nord (6 décembre 2022 au 27 août 2026)

Vice-présidente et vice-président :

- Mme Linda Caron, députée de La Pinière (7 juillet 2025 au 27 août 2026)
- M. André Albert Morin, député de l'Acadie (6 décembre 2022 au 7 juillet 2025)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 10 Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux	✓	✓	9	15	24
Projet de loi nº 15 Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace	✓	✓	41	114	808
Projet de loi nº 37 Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants	✓	✓	19	27	3
Projet de loi nº 66 Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès	✓	✓	14	10	3
Projet de loi nº 83 Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux	✓	✓	16	16	8

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 106* Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux	✓	✓	24	19	712
DEUXIÈME SESSION (30 septembre 2025 au 8 avril 2026)					
Projet de loi nº 103 Loi visant à réglementer les sites de consommation supervisée afin de favoriser une cohabitation harmonieuse avec la communauté (titre modifié)	✓	✓	15	20	117
Projet de loi nº 15 Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux	✓	✓	16	36	56
Projet de loi nº 19 Loi visant notamment l'amélioration de l'accès aux services médicaux et la prise en charge médicale de la population	✓	✓	3	4	1
TROISIÈME SESSION (5 mai 2026 au 27 août 2026)					
Projet de loi nº 23 Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui	✓	✓	17	67	24
Projet de loi nº 9 Loi visant à prévenir les effets nocifs de la boisson énergisante sur la santé des jeunes	✓	-	4	4	1

* Projet de loi non adopté

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ	Audition et étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)			
Projet de loi nº 212 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Foyer Wales - The Wales Home	✓	1	-
Projet de loi nº 213 Loi concernant certains immeubles situés dans la Municipalité de Dixville	✓	1	1

Interpellations

17 février 2023	Interpellation du député de Pontiac au ministre de la Santé sur le sujet suivant : La dégradation de l'accès aux soins de santé sous le gouvernement caquiste
20 octobre 2023	Interpellation de la députée de Robert-Baldwin au ministre responsable des Services sociaux sur le sujet suivant : L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de protection de la jeunesse au Québec
22 mars 2024	Interpellation du député de Rosemont au ministre de la Santé sur le sujet suivant : Le véritable coût des soins de santé pour les Québécoises et les Québécois
5 novembre 2024	Interpellation du député de Rosemont au ministre de la Santé sur le sujet suivant : La montée de la privatisation dans les soins de santé au Québec
7 février 2025	Interpellation du député de Pontiac au ministre de la Santé sur le sujet suivant : La dégradation et la déshumanisation des soins de santé après sept ans de gouvernement caquiste

Mandat d'initiative

2024	Mandat d'initiative visant à étudier les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption du consentement

Commission des transports et de l'environnement (CTE)

TRANSPORTS • ENVIRONNEMENT • FAUNE • PARCS

Présidentes de la Commission :

- Mme Marie-Claude Nichols, députée de Vaudreuil (7 juillet 2025 au 27 août 2026)
- Mme Jennifer Maccarone, députée de Westmount–Saint-Louis (6 décembre 2022 au 7 juillet 2025)

Vice-présidente et vice-présidents :

- Mme Valérie Schmaltz, députée de Vimont (5 mai 2026 au 27 août 2026)
- M. François St-Louis, député de Joliette (22 avril 2024 au 5 mai 2026)
- M. François Jacques, député de Mégantic (6 décembre 2022 au 22 avril 2024)

Projets de loi étudiés

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
PREMIÈRE SESSION (29 novembre 2022 au 10 septembre 2025)					
Projet de loi nº 20 Loi instituant le Fonds bleu et modifiant d'autres dispositions	✓	✓	17	23	3
Projet de loi nº 22 Loi concernant l'expropriation	✓	✓	22	35	493
Projet de loi nº 41 Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique	✓	✓	20	27	4
Projet de loi nº 48 Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière	✓	✓	19	24	4

PROJETS DE LOI PUBLICS	Consultations	Étude détaillée	Nombre de témoins	Nombre de mémoires	Nombre de commentaires
Projet de loi nº 61 Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif	✓	✓	28	35	1
Projet de loi nº 81 Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement	✓	✓	24	50	23
TROISIÈME SESSION **(5 mai 2026 au 27 août 2026)**					
Projet de loi nº 22 Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives	✓	✓	6	29	-

Interpellations

21 avril 2023	Interpellation du député de Taschereau à la ministre des Transports et de la Mobilité durable sur le sujet suivant : L'importance de la sécurité piétonne autour des écoles du Québec
27 septembre 2024	Interpellation du député de Taschereau à la ministre des Transports et de la Mobilité durable sur le sujet suivant : À quand la mise en œuvre du tramway de Québec?

Étude de toute autre matière

2023	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028
2025	Consultations particulières et auditions publiques sur le document intitulé *Consultation sur la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec*

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

assnat.qc.ca